

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SAINTE FOY LA GRANDE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N ° 2022-013-DEL			
Objet : Délibération portant création d'un emploi permanent d'agent social			
Conseillers en exercice	13	Pour	8
Conseillers présents	8	Contre	0
Quorum	7	Abstention	0
Conseillers représentés	0	L'an 2022, le 23 juin, les membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Sainte Foy La Grande, légalement convoqués se sont réunis à la Mairie, sous la présidence de Madame GUIONIE Christelle, Présidente du C.C.A.S.	
Suffrages exprimés	8		
Date convocation	17/06/2022		
Date affichage	28/06/2022		
ESCARMANT Jean-Marc a été élu secrétaire de séance.			

Nom	Présent	Excusé, procuration à
GUIONIE Christelle	X	
DANLOS Marcel		
DELAGE Angélique	X	
ESCHARMANT Jean-Marc	X	
EYMERIE Gaelle		
FERTE Fabienne		
GOLFIER Philippe		
JUTHIAUD Patricia		
LAPALU Isabelle	X	
LEFEVRE Françoise	X	
PIGEAUD Olivier	X	
TANTY Michèle	X	
TOULOUSE Brigitte	X	

Objet : Délibération portant création d'un emploi permanent d'agent social

EXPOSE DES MOTIFS :

Conformément à L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil d'Administration de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

En l'espèce, il convient d'assurer le remplacement de l'agent social qui sera mutée dans les prochaines semaines. Dans une logique de continuité du service, il faut ouvrir les postes aux grades correspondants pour permettre le lancement du recrutement.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer et de leur importance pour le service public offert aux résidents, il est proposé au Conseil d'Administration de créer, à compter du 1^{er} août 2022, un emploi permanent sur le grade d'agent social territorial dont la durée hebdomadaire de service est de 35 heures et d'autoriser, à défaut de fonctionnaire, le recrutement d'un agent contractuel, puisque les besoins du service le justifient.

CADRE JURIDIQUE :

Vu le Code général de la fonction publique et notamment les articles L. 313-1 et L. 332-8 2° ;

Vu le décret n°92-849 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Considérant la nécessité de créer un emploi d'agent social territorial, afin d'assurer les tâches et activités de la vie quotidienne auprès des résidents et de leurs familles ainsi que d'identifier leurs demandes et de les orienter vers les services sociaux ou organisations compétentes ;

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU
RAPPORTEUR ET EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE,**

DECIDE

Article 1^{er} : De créer un emploi permanent et à temps complet d'agent social territorial, à compter du 1^{er} août 2022.

Article 2 : D'ouvrir cet emploi aux fonctionnaires disposant des grades suivants et de modifier le tableau des effectifs de la commune en conséquence :

- Agent social territorial

Article 3 : D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent au chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés ».

Article 4 : De permettre le recrutement d'un agent contractuel par un contrat à durée déterminé de droit public, sur le fondement de l'article L. 332-8 2° du Code général de la fonction publique, étant donné que les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté.

**Fait à Sainte Foy la Grande, le 23/06/2022,
Christelle GUIONIE,
Présidente,**

La Présidente,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE 27/06/2022
Christelle GUIONIE,
Présidente,



